

Si la France doit devenir définitivement républicaine, on peut se demander quels nouveaux destins lui sont réservés. Dépourvue de ses antiques formes gouvernementales, placée sur des assises sociales tout autres, la nation française ne pourra garder dans l'histoire la part qu'elle y a prise autrefois et qui a fait sa gloire. Son rôle futur sera peut-être brillant, éclatant ; mais il ne sera pas du même genre et il aura des résultats différents. La France d'ailleurs demeure presque stationnaire pendant que ses rivales croissent rapidement en force et en puissance. Malgré cela elle occupe encore et elle occupera longtemps un rang élevé dans l'attention du monde, à cause de son passé et à cause de l'influence que sa civilisation exerce au loin. A la tête des races latines, la nation française leur donne ses idées, ses principes, ses défauts, ses sophismes, et jusqu'au ton de ses journaux. L'Italie et l'Espagne ne semblent être que d'imparfaites imitatrices de leur grande voisine ; elles suivent de loin et comme entraînées par une attraction irrésistible le mouvement qui part de Paris. Mais cette espèce de sceptre a besoin d'être porté d'une main ferme, et la France avec ses inconstances politiques, ses changements capricieux et sa tendance à la révolution, finira par le perdre.

La République de Gambetta ne s'est encore signalée que par son esprit d'intolérance et d'oppression. Elle est, disent les agences télégraphiques, sur le point de s'avancer plus profondément dans cette voie ; Gambetta demanderait à la nouvelle chambre la confiscation des biens dits de main-morte c'est-à-dire des biens appartenant aux communautés religieuses. Ce sera donc une guerre ouverte à la religion. Beaucoup de gouvernements plus forts que celui de Gambetta ont déjà tenté la lutte et ont été misérablement vaincus. On ne s'attaquait qu'aux Jésuites, disait-on l'an dernier ; les naïfs qui ont pu croire ces protestations doivent être désabusés. Nous verrons avant longtemps à l'œuvre la nouvelle majorité républicaine et tout fait prévoir qu'elle bouleversera en deux ou trois sessions ce que les assemblées précédentes ont respecté.

Une réaction considérable contre la politique de M. Gladstone est déjà manifeste en Angleterre. Des élections partielles qui viennent d'avoir lieu ont donné au parti tory l'espoir de faire échec avant longtemps à son vainqueur. La loi agraire ne règle pas, même pour un temps, la question irlandaise ; elle a mécontenté un côté sans satisfaire l'autre, et ce sera à recommencer. L'Irlande est cependant plus tranquille. Parnell a perdu de son prestige et la ligue